

PROGRAMME EUROPEEN "COMENIUS REGIO" Accueil d'une délégation de Savoie en Argès

Du 21 au 25 mai 2012

COMPTE RENDU DES SEANCES DE TRAVAIL



RAPPEL DU PROGRAMME DE LA VISITE D'ETUDE

Objectifs:

- A Présentation des résultats et des échanges sur les 3 thématiques du projet mis en place entre les deux partenaires, le Conseil Départemental d'Argès et le Conseil Général de la Savoie ainsi que leurs partenaires locaux,
- A Réaliser un bilan final du projet en vue de préparer l'élaboration du rapport final,
- A Définir les orientations et les perspectives pour les futurs projets pédagogiques transnationaux qui vont se mettre en œuvre.

Membres de la délégation :

- Conseil Général de la Savoie : M. Guy Sevessand- Conseiller général délégué aux Sports et Vice-Président de la Sixième commission « Education, jeunesse, culture, sports », Mme Corinne Drougard, Mme Akima Mahiouz, Mme Denisa Gruianu (stagiaire)
- Pays de Savoie solidaires : Mme Véronique Da Silva, Mme Mathilde Tagand
- Collège du Beaufortain : M. Christophe Vigneau, Principal
- Association Les Amis des Bauges : Jean Debree, Président
- DAREIC Délégation Académique aux Relations Européennes, Internationales et à la Coopération : Mme Isabelle Rivard, Chargée de mission
- Maison Départementale pour les Personnes Handicapées : M. Pascal Galvez, Référent Scolarisation

Programme:

LUNDI 21 MAI:

16h40 : Départ de Lyon et 20h15 : arrivée à Bucarest, transfert à Pitesti

MARDI 22 MAI

Matin - Hôtel Victoria

Participants : représentants du CJ d'Arges, de l'Inspection Académique, de la Direction Départementale de Sport et Jeunesse, des ONG de jeunes et des partenaires impliqués dans le projet

- Ouverture par Mme la Vice-Présidente Simona Bucura Oprescu
- Interventions de M. Dragos Dinculescu- Inspecteur général à l'Inspection académique et Mme Simona Bocanu, conseillère jeunesse à la Direction départementale de Sport et jeunesse Arges-(interventions sur la collaboration inter-institutionnelle)
- CJ d'Argès : présentation de l'appel à projets 2012 pour les jeunes, sélection, résultats, par Roxana Stoenescu
- ➤ Les ONG- interventions des représentants sur la collaboration inter-institutionnelle et sur les projets financés par le CJ Arges
- Questions, débats

Après-midi:

14h-16h30: Présentation de la synthèse des contributions à la grille d'évaluation par Argès et par la Savoie, croisement des points de vue

16h30 : rencontre avec le Groupe scolaire pour l'industrialisation du bois, Pitesti

MERCREDI 23 MAI:

Visite du Groupe scolaire professionnel de Rucar :

- accueil par le directeur et présentation des spécificités du lycée
- visite du lycée et échange avec l'équipe d'enseignants

JEUDI 24 MAI:

Matin:

- Visite du centre de type familial Gavana ; accueil par le directeur du centre, M. Decebal Floroaica et échange avec l'équipe de professionnels
- Visite du lycée professionnel de Colibasi, accueil par M. le directeur Dinuta, visite du lycée et échange avec l'équipe d'enseignants

Après-midi : séances de travail

- MDPH + DGASPC : gestion des dossiers de prise en charge des personnes handicapées
- Association Les Amis des Bauges + Salvamont : échange sur la mise en place d'un projet sur la jeunesse
- Conseil général 73 + Conseil départemental d'Argès + Pays de Savoie solidaires + Argès Solidaire + DAREIC perspectives et projets d'avenir sur l'éducation et la jeunesse :

VENDREDI 25 MAI 2012

10h00 - départ pour Bucarest

COLLOQUE D'OUVERTURE

Accueil par la Vice-présidente du Conseil Départemental d'Argès, Mme Simona Bucura

- Madame la Vice-présidente a exprimé sa volonté de voir se poursuivre la collaboration entre les deux Départements, à travers le développement de nouveaux projets sur les thèmes de l'éducation, du tourisme, de la culture et de la jeunesse. Elle a remercié les partenaires et invités d'Argès pour leur ouverture à la coopération institutionnelle, et notamment l'Inspection académique avec qui des liens commencent tout juste à se tisser.
- Elle a remercié Emilian Dragnea pour avoir initié cette collaboration en 1994

Présentation de l'Inspection Académique

Intervention de Dragos Dinculescu - Inspecteur de l'Académie d'Argès

Il s'agit d'une personne juridique, disposant d'un budget propre et ayant le rôle d'ordonnateur de crédits.

Le rôle de l'Inspection Académique est encadré par la loi de l'Education et vise à appliquer les directives ministérielles sur le territoire et à assurer :

- la mise en place de la décentralisation prévue par la loi
- la coordination entre les établissements et la prise en charge de plusieurs frais tels que les fournitures, les manuels scolaires, les photocopies, etc.
- les programmes scolaires et la formation du personnel de l'Education Nationale ainsi que le programme de formation tout au long de la vie
- l'organisation de l'enseignement pour les minorités sectorielles (très peu représentées à Argès)
- le déroulement du concours d'admission au lycée et du baccalauréat mais aussi pour des concours pour les écoles d'art et métiers
- la coordination des projets sur des thématiques différentes : culture, art, technologie, science, sport, tourisme, citoyenneté, démocratie.

L'Inspection Académique dirige et conseille l'activité de perfectionnement du personnel didactique et non didactique et soutien la recherche scientifique. Elle peut être investie par le Ministère de l'Education et peut avoir des coopérations et collaborations locales ou nationales avec des personnes juridiques pour l'amélioration du processus d'enseignement.

Elle dispose d'une base de données nationale sur l'éducation. C'est à dire un élément unique et intégré, dédié au recueil et à la consultation de données nécessaires pour la gestion du système éducatif, surtout pour les résultats des épreuves finales.

L'Inspection Académique gère 201 unités à personnalité juridique qui lui sont rattachées dont : 23 maternelles, 126 écoles et collèges, 42 lycées et groupes scolaires et aussi 10 unités connexes : 5 clubs, une école d'art, 2 écoles spécialisées.

En terme de projets, il existe 73 partenariats internationaux (mobilités d'élèves et de professeurs), des projets Comenius Regio et multilatéral, des projets Leonardo, et des mobilités individuelles de professeurs dans le cadre de formation continue.

Présentation de la Direction de la Jeunesse et du Sport

En Roumanie, il existe 41 départements, disposant chacun d'une direction intitulée « Direction de la Jeunesse et du Sport » en charge de programmes sur le sport et la jeunesse.

En matière sportive, il existe 3 programmes nationaux subventionnés par l'Etat :

- Sport pour tous
- Sport de performance
- Sport de base (développement et maintenance)

Dans le cadre de la jeunesse, la Direction assure le développement et la diversité des actions de jeunesse en développant plusieurs actions :

- Initier, coordonner et financer les projets,
- Conseiller les ONGs pour leurs projets
- Encourager les initiatives des jeunes.

Plusieurs initiatives ont été développés en 2012 en vue de réduire les facteurs de risques conduisant à l'exclusion. Ainsi, des projets dans les villes urbaines et rurales ont été montés afin de permettre aux jeunes d'exprimer leurs difficultés et leurs besoins, charge ensuite aux différentes institutions de trouver des solutions.

Exemple de projets proposés par des jeunes : « La jeunesse de Roumanie en mouvement » (de janvier à octobre 2012)

280 jeunes de la ville et de la campagne ont développé des activités : le cross, le football, l'octroi de prix. Ce projet a été réalisé grâce à une bonne coordination entre les autorités locales urbaines et rurales, qui ont procédé à des sélections et ont organisé chacun à leur tour les compétitions

Les partenaires les plus importants sont : les autorités locales, l'Inspection académique, la Direction de la santé, la Police, le Palais des enfants, la Maison de Culture pour les étudiants, les ONG jeunesse, le Conseil départemental des élèves d'Argès.

Exemple d'un concours : « La promotion des jeunes talents »

Cette idée émane des ONGs et est financée par l'Agence Nationale de Sport. Celui-ci a mobilisé 200 élèves.

Présentation de l'appel à projets du Conseil Départemental d'Argès

Intervention de Roxana Stoenescu

Au niveau du Département il existe environ 50 à 60 associations non gouvernementales, dont 17 actives (et dont 3 dans le milieu rural). L'objectif est de mobiliser des jeunes et de les initier à la notion de citoyenneté, en subventionnant leurs activités. En avril 2012, un appel à projet a été lancé et 7 dossiers ont été déposés. Tous les projets ont été acceptés et seront financés par le Conseil départemental d'Argès à savoir :

- Caravane de la jeunesse et cours de danse pour les enfants défavorisés
- « Les jeunes et l'Europe 2012 » : exposition et tables rondes
- « Le festival d'art » avec l'Université
- Association de tourisme et d'écologie pour les jeunes : course d'orientations et protection de l'environnement
- Camp de vacances pour les jeunes sédentaires
- Excursions thématiques : Pendant les excursions, les jeunes auront l'occasion de mieux se connaître, de se cultiver, de développer l'intérêt de la découverte et également, de s'impliquer dans des activités écologiques.

Présentation du projet développe par l'association Youth and Future

L'association « Youth and Future », a été créée en 2007, en vue de développer des activités en direction de la jeunesse (de 14 à 30 ans). Elle travaille souvent en collaboration avec les autorités locales (le Conseil départemental d'Argès et la Direction des Sports et de la Jeunesse) et a donc participé à plusieurs projets à l'échelle du département (cette coopération est récente car le tissu associatif n'est pas encore très développé en Roumanie).

En 5 ans d'activité, l'association a déjà mis en place une vingtaine de projets (toujours cofinancés entre 10 et 30%; l'autofinancement provenant notamment de cotisations de ses membres mais surtout du reversement de 2% de l'impôt sur les salaires partagé entre les associations).

Mise en place d'un projet dans la zone de montagne du département pour lutter contre le sédentarisme des jeunes autour d'activités d'escalade, de camping, de découverte de la faune et de la flore, des traditions locales.

Présentation du projet de l'Association Master Club

Récemment créée à l'initiative de jeunes, cette association a pour but de développer des excursions scolaires pluridisciplinaires permettant aux collégiens de mieux se connaître et de découvrir les caractéristiques de leur territoire.

Cette action touche 400 jeunes issus de milieux modestes et défavorisés. Ces derniers sont sélectionnés par le Mairies qui sont les principaux partenaires de l'association.

Présentation du projet de l'Association des étudiants de l'Université de Pitesti

Elle est animée par 30 étudiants et compte 15 000 universitaires adhérents. Les projets développés portent sur la jeunesse, impliquant la mise en place d'activités et de concours (dames, échecs, etc.).

Un des projets les plus marquants a consisté en l'association de l'art et du sport pour intégrer les jeunes et travailler sur la citoyenneté européenne.

Cette association a participé à des projets sur la thématique « Jeunesse en action » avec d'autres associations européennes, mais également à des classes de découverte de la mer, de la commune, etc. Elle existe depuis 4 ans et connaît déjà quelques limites : il est constaté au fil du temps un désistement des animateurs car le concept de s'investir de manière volontaire n'est pas encore très développé.

Rencontre avec le Groupe scolaire, filière bois, de Pitesti

Le lycée technologique Constantin Brâncusi Pitesti compte près de 800 élèves, installés sur 3 étages.

Il a pour but de former les élèves à la création de meubles en bois et de pose de tissus.

Malheureusement, au fur et à mesure de la visite il est constaté que certaines salles sont inoccupées (matériels obsolètes). En effet, ce lycée n'a pas développé beaucoup de projets européens lui permettant de financer des équipements modernes.

Rencontre avec le Groupe scolaire professionnel de Rucar

Présence du Maire de Rucar, du Vice-Maire, d'une Conseillère et d'un Conseiller municipaux, de la Directrice du lycée, de la Directrice-Adjointe, et de professeurs.

L'établissement

- L'établissement comporte les classes de la maternelle au lycée : il y a 547 élèves dont 300 lycéens. L'établissement existe depuis 50 ans : les filières de professionnalisation ont donc changé au fil du temps. De lycée général, il a évolué vers la chimie, le bois (70% des meubles du lycée ont été réalisés par les élèves) puis l'écologie et le tourisme rural.

Les élèves qui fréquentent le lycée viennent en majorité de la région de Rucar. La plupart des établissements scolaires de Roumanie possèdent une filière bois.

Chaque année les élèves peuvent choisir deux ou trois spécialités. A la fin du lycée ils passent le Bac général et un certificat professionnel de compétences. Ensuite certains poursuivent leurs études à l'Université et d'autres s'installent comme artisans à Rucar.

- A partir de 1997, le lycée s'implique dans des projets européens comme Comenius Regio, Léonardo etc. Le corps enseignant témoigne des apports de ce genre de projets en ce qui concerne l'amélioration du management de l'établissement.

Le lycée obéit à une loi sur le handicap : il ne possède pas d'ascenseur mais tous les locaux sont dupliqués pour être au rez-de-chaussée.

Spécificités

Le lycée de Rucar a la spécificité de posséder :

- une radio. Elle est animée par des élèves volontaires, qui alternent émissions et diffusion de musique.
- deux ateliers de menuiserie.
- un atelier tissage et une salle d'exposition d'objets traditionnels (en partenariat avec l'Ecole des Arts et métiers). Cet atelier est fréquenté par 20 élèves par an pendant 2 ans. Certaines réalisations en tissage des élèves sont vendues.
- un atelier de restauration-tourisme où les élèves apprennent la gestion, le service et l'autoentreprenariat. Ils effectuent 3 semaines de stage dans des gites.
- un laboratoire de micro-biologie où beaucoup d'analyses faites concernent la protection de l'environnement

Une bonne relation entre les autorités locales et le lycée est nécessaire.

La ville a pour projet de construire une nouvelle maternelle.

Rencontre avec le Lycée professionnel de Colibasi

C'est le plus grand lycée industriel du pays spécialisé dans la construction des automobiles. Il accueille 863 élèves. Il se compose d'un bâtiment principale avec les salles de cours, d'un bâtiment avec les ateliers professionnels, d'un ancien internat (ne fonctionne plus aujourd'hui) et d'une base sportive.

Avant la révolution, il était rattaché à l'usine DACIA, mais aujourd'hui les relations sont plus difficiles. Le corps didactique a eu beau essayer d'obtenir des stages d'apprentissage pour les lycéens dans l'usine, les responsables de l'usine ont refusé à chaque fois.

Chaque année, il y a environ 169 élèves qui finissent leur carrière et déposent leur candidature à l'usine DACIA mais seulement 10% réussissent à être embauchés. Les diplômés du lycée peuvent travailler après, partout dans l'industrie automobile. La plupart d'entre eux passent également le permis de conduire gratuitement au sein du lycée qui dispose d'une école de conduite. Le lycée a aussi un dispositif dédié aux adultes ou aux gens qui ont plus d'expérience dans le domaine industriel qui s'appelle « L'école des Maîtres d'ouvrage »

Avant il possédait une classe sportive mais maintenant les activités sportives qu'ils pratiquent sont seulement celles prévues dans le programme scolaire. Les élèves peuvent choisir entre : tennis, football (sur gazon, sur terre battue), ping-pong. Ils offrent à l'équipe de football de la commune de Colibaşi la possibilité de s'entraîner sur leur terrain synthétique fait grâce aux subventions européennes.

Malheureusement, ils sont isolés de la ville et ils ont des difficultés d'accès à l'usine et au réseau d'Internet.

Rencontre avec le Centre de type familial Gavana

L'établissement

L'établissement comporte trois appartements pour trente enfants. Deux autres appartements se trouvent dans un autre établissement. La répartition se fait selon l'âge et le sexe de l'enfant. Chaque appartement possède une cuisine.

Le personnel est constitué de 20 personnes : des éducateurs, des soignants, des assistants sociaux, des psychologues et des infirmiers. Toutes sont salariés de la Direction de l'Action Sociale et sont répartis sur les 5 appartements mais le centre souffre d'un manque de personnel.

Le centre a été créé en 2002 pour accueillir les enfants handicapés de Turvène. La décision a été de les intégrer dans une structure de type familial dans l'objectif de conserver la notion de vie en communauté afin de faciliter un réinsertion dans la famille. La Mairie a donc embauché des personnes salariées pour intégrer ces enfants dans leur famille.

Le fonctionnement

Les enfants accueillis au sein du centre sont issus de familles défavorisées, en situation de violence familiale ou ont été abandonnés. Certains sont placés par les familles, d'autres par le juge (il n'existe pas de juge pour enfant en Roumanie).

A son arrivée l'enfant suit un programme d'intégration et rencontre son référent qui le suit tout au long de son parcours. Ce référent peut changer à la demande de l'enfant. Les familles sont également suivies afin d'être en mesure de ré-intégrer les enfants. Ce suivi se fait grâce au partenariat développé entre le centre, les ONG et l'Eglise.

Le centre entretient de bonnes relations également avec l'école par le biais d'un éducateur ou d'un assistant social, formés. Alors que les habitants du quartier ont pu être réfractaires à la création du centre, eux aussi sont désormais bien disposés à son égard. Certains accueillent même des enfants pendant le week end.

Le centre cherche à laisser au maximum les enfants dans leur famille. Il encourage donc les mercredis et les vacances en famille. Si une famille est dans l'incapacité de s'offrir des vacances, le centre peut fournir une aide financière ou l'enfant est accueilli par une autre famille.

En moyenne les enfants demeurent au centre entre 6 mois et un an et dix enfants par an sont réintégrés dans des familles. Le centre suit les enfants 6 mois après leur ré-intégration. Il conserve un contact avec certains enfants bien après.

L'idée est de préparer les enfants à l'autonomie, ainsi les filles sont formées à la cuisine et les garçons à l'écologie.

Les financements

Les appartements et le mobilier ont été financés par la Fondation Serra et le personnel est rémunéré par la DGASPC.

Séance d'échanges sur le bilan du projet

Les différents partenaires du projet ont échangé sur leur bilan des deux années de ce projet en termes de résultats obtenus, de dynamique de partenariat, d'animation de projet. Ces premiers éléments d'évaluation « à chaud » sont retranscrits ci-dessous.

1. Comparaison partenariale objectifs initiaux / objectifs atteints

La décentralisation des systèmes éducatifs :

Objectifs atteints:

- Dresser un état du fonctionnement des systèmes éducatifs français et roumains
- Favoriser des améliorations en matière d'approches pédagogiques et de gestion des établissements scolaires.

Objectifs partiellement atteints:

- Mener une évaluation des effets de la décentralisation en France et plus particulièrement au niveau des collectivités territoriales dans le secteur de l'éducation.
- Accompagner les acteurs territoriaux roumains à préparer la décentralisation.
- Identifier les freins en matière de décentralisation pour mieux les anticiper et identifier des exemples de bonnes pratiques.

Objectifs non-atteints:

- Sensibiliser en France et en Roumanie les acteurs (institutionnels, équipes pédagogiques) sur le processus de décentralisation et ses impacts, pour favoriser leur implication dans les stratégies.
 - Les politiques jeunesse et la citoyenneté européenne

Objectifs atteints:

- Dynamiser les coopérations entre les collèges et les associations jeunesse pour renforcer la cohésion sociale en milieu scolaire et extrascolaire pour la jeunesse et la citoyenneté.
- Dresser un panorama des politiques Jeunesse en Savoie.

Objectifs partiellement atteints:

- Aide à la décision du Département d'Argès par le Département de la Savoie dans la formalisation de sa politique jeunesse et démarche d'évaluation des politiques jeunesse déployées en Savoie.

Objectifs non-atteints:

- Développer de nouveaux outils et de nouvelles méthodologies pour favoriser la citoyenneté et les politiques jeunesse. Pour les Roumains / Non pour les Français
 - La lutte contre les discriminations et en faveur de l'intégration scolaire

Objectifs atteints:

- Présenter la diversité des systèmes éducatifs français et roumains permettant l'intégration de publics différents.

Objectifs non-atteints:

- Développer des projets d'éducation et de sensibilisation au niveau transnational abordant des problématiques communes impliquant le corps enseignant, les associations mais aussi les parents et les élèves.
- Créer des réseaux d'échanges et d'expérimentations transnationaux pour mieux lutter contre la discrimination et la « peur de l'autre ».
- Favoriser l'identification de nouvelles stratégies d'intégration et leur transposition dans différents établissements scolaires.

2. Expression sur les résultats

Résultats constatés

- La découverte, de part et d'autre, d'une nouvelle culture, ce qui permet de remettre en cause ses préjugés dans une dimension de rencontre interculturelle et de moins être centré sur soi. Le fait de le faire au sein de l'Europe a permis une plus grande ouverture sur l'Europe.
- Une prise de recul sur ses propres pratiques, son mode de fonctionnement ; réflexion sur des problématiques qui ne font pas son quotidien, découverte d'autres pratiques :

Quelques exemples de pratiques repérées par les Savoyards

- La découverte de l'importance de la valorisation de l'élève et de la bienveillance du corps enseignant en Roumanie ; les échanges entre professeurs et élèves
- La prise de conscience de la présence renforcée d'infirmières, de psychologues à temps plein dans les établissements en Roumanie (par rapport à la France)
- La mise en place d'ateliers pratiques : partage des pratiques et des expériences entre métiers et professionnels.
- La réflexion autour du partenariat multi-acteurs sur les territoires pour accompagner les jeunes
- La prise de conscience des efforts entrepris par les partenaires roumains dans la lutte contre les discriminations et l'implication des acteurs de la société civile sur cette thématique
 - Une meilleure connaissance des uns et des autres : entre partenaires français et roumains, entre Roumains et entre Français, quant aux institutions et politiques locales, au rôle de chacun des acteurs, au fonctionnement, aux différents dispositifs dans chacune des thématiques abordées.
 - Le renforcement des liens entre acteurs, notamment entre collèges et association d'animation jeunesse
 - Une implication locale très forte dans l'organisation des accueils sur les territoires et la préparation des visites d'étude
 - De **nombreux échanges** individuels dans des moments informels
 - La mise en place de projets pédagogiques : école1-collège Châtelard, école1-collège Beaufortain, école 4-collège Frontailles

Résultats non-prévus/inattendus constatés :

- L'élargissement des réseaux territoriaux par la mobilisation de nouveaux partenaires, ce qui a permis un travail collectif entre structures et professionnels qui se côtoient peu (Inspection académique, associations, conseil général, collèges etc)
- Une meilleure connaissance des collectivités territoriales et de leurs politiques
- Une bonne mobilisation des territoires, notamment des élus locaux
- Une prise de recul sur la politique française en matière de handicap et la façon d'appréhender cette notion
- L'enrichissement des Français par l'expérience roumaine des projets européens

Résultats escomptés mais non présents à l'issue du projet :

- La dimension « évaluation » des effets de la décentralisation ou des politiques jeunesse en Savoie Avec du recul, l'objectif était ambitieux, au vu des moyens humains et du temps disponible
- L'implication des équipes pédagogiques : elles n'ont pas été impliquées au-delà des principaux des collèges et des responsables des associations d'animation jeunesse
- Les relations entre les partenaires en dehors des visites et accueils: les groupes de travail n'ont pas fonctionné par manque d'animation et par difficulté d'utilisation du CO3
- La production d'outils (par exemple comment travailler ensemble avec des métiers différents : enseignement, animation, éducation spécialisée, institutions)

3. Echange sur la dynamique de partenariat

Points forts:

- La facilitation des relations entre acteurs français et roumains par l'existence de la coopération entre les deux départements et d' habitudes de travail depuis 15 ans.
- Une évolution des relations en acteurs français et roumains : Une proximité s'est installée au fil des rencontres et des échanges, ce qui a permis de développer une confiance mutuelle. Une meilleure connaissance, facilitée par la maîtrise du français par les Roumains et la traductions proposée aux Français, a remplacé la retenue protocolaire du débat par de la cordialité et elle a permis un travail en profondeur, sans tabou, même sur les points négatifs.
- L'élargissement du projet à d'autres partenaires (MDPH, DAREIC, nouveaux collèges, instituts spécialisés etc) afin de s'adapter aux différentes attentes.
- L'enrichissement de la vision des acteurs, par le fait qu'il s'agit d'un **projet multi-acteurs**
- Echanges de qualité parfois trop poussés par rapport au niveau de connaissance de départ des uns et des autres (forts décalages)
- La plus-value de l'organisation de séances de préparation à la rencontre interculturelle avec les partenaires et la mise à disposition d'un fonds documentaire qui a facilité la compréhension mutuelle

Points de faiblesse :

- Difficulté à mobiliser au sein des structures, car non-implication au départ, notamment pour les visites d'études en Argès : projet chronophage qui ne repose souvent que sur une personne
- Difficultés dans la construction d'une relation partenariale entre l'AAB et Youth&Future, dues au changement d'interlocuteurs au sein de l'association d'Argès
- La présence quasi-permanente de représentants d'institutions a parfois imposé une sorte de formalisme qui a pesé sur les débats, sans permettre d'établir des moments d'approfondissement
- Difficultés pour communiquer sur le projet sur les territoires de Savoie
- Délégations trop importantes (en nombre de participants) et comportant trop peu d'acteurs des territoires.

Conseils pour l'avenir

- Intégrer dès le départ les professeurs et bénévoles des ACA, pour une implication plus facile dans la mise en œuvre du projet
- Intégrer dans le partenariat des communes et communautés de communes
- Mobilisation accrue du Conseil général jeune.

Valeur ajoutée européenne

- Ce type d'échanges peut être établi entre d'autres pays mais pas dans les mêmes conditions.
 Dans ce cas-là il existait déjà une relation particulière entre les deux Départements qui a apporté la réussite du projet.
- « A l'heure où les discours sont au repli sur soi, à l'inquiétude et à la méfiance des autres, c'est vraiment une occasion unique de s'ouvrir aux autres, de les voir s'ouvrir à nous de cette façon généreuse. C'est la possibilité de rencontrer des Européens et de voir à quel point nous avons à gagner à nous connaître mieux pour nous comprendre, voire pour travailler ensemble »
- « Les échanges entre les créateurs de politiques publiques (Département/Etat/autres collectivités) et les professionnels qui accompagnent les jeunes dans toute l'Europe nous semble un vrai sujet d'intérêt communautaire »
- « Le projet a permis de faire se rencontrer deux pays européens, deux cultures dans une logique de construction d'une citoyenneté européenne. Par l'ouverture sur d'autres pays européens, il pousse à une ouverture sur l'autre, un mieux-vivre ensemble, d'abord au sein de l'Europe pour ensuite aller plus loin »

4. Expressions sur l'animation du projet

La Coordination en Savoie : Direction de l'Éducation, des Sports et de la Jeunesse - Service des Affaires Agricoles et Européennes - Pays de Savoie solidaires

- Une coordination excellente
- Un **travail collectif** et une association des partenaires des territoires
- Une souplesse dans le fonctionnement, ce qui a permis à chacun de s'impliquer avec ses disponibilités et moyens
- Le maintien d'une dynamique pendant 2 ans
- Une complémentarité de compétences, sans omettre des difficultés dans le calage du rôle de chacun

L'organisation des réunions préparatoires

- De bonnes relations, bonne communication, bonne implication de tous
- Un risque que le projet soit chronophage et difficulté de caler des dates pour les mobilités en Roumanie sur une semaine entière
- Préoccupation de ne pas surcharger les partenaires de réunions
- Importance de penser à organiser des réunions de préparation sur les territoires

Outils et méthodes de travail utilisés pendant les visites d'études

- L'organisation des visites a été saluée : les participants ont vu beaucoup de choses, ont découvert des territoires et les acteurs mobilisés
- La variété des formats et des outils a été appréciée, ainsi que l'équilibre entre visites de terrain et travaux en ateliers, qui permettent de creuser les problématiques. La forme « atelier » permet de libérer la parole et facilite les échanges ; il est important de limiter les séances plénières
- Des plus petites délégations et de plus petits groupes de travail seraient à privilégier
- Une impression d'essoufflement en fin de projet et d'épuisement des thèmes

La communication

- La communication qui a été faite, l'a été par les bulletins d'informations, la presse locale, les conseils d'administration, les conseils communautaires, les instances locales, le site et le Comité Argès de Pays de Savoie solidaires
- Curiosité, surprise et intérêt lors de l'envoi des comptes-rendus dans le milieu professionnel et personnel
- Difficultés pour communiquer et sensibiliser en interne : les échanges sont perçus comme étant uniquement des échanges entre responsables sans implication des élèves, ce qui rend difficile l'implication des professeurs, par ailleurs mobilisés sur d'autres projets
- Difficultés pour communiquer et éveiller l'intérêt en externe

5. La pérennité du projet

- Passer à la deuxième étape : Mettre en place des partenariats directs entre collèges ou associations qui permettront d'approfondir les échanges sur les thèmes qui les intéressent, d'associer plus largement leurs équipes, d'avoir des temps de travail par type de partenaires concernés pour construire des projets d'échanges entre métiers / acteurs associés
- Créer des échanges entre établissements scolaires (entre enseignants/entre classes), entre associations et Services des Départements sur la politique jeunesse, entre les différents professionnels intervenants dans l'accompagnement des jeunes
- Accueillir des professionnels dans une structure correspondante à la leur pendant une semaine voire plus pour vraiment se rendre compte du fonctionnement.
- Ouvrir le projet à l'ensemble des établissements des deux Départements : les échanges pourront alors se développer et se démultiplier.